

**ARRÊTÉ N° 2014- 168**

**OCCUPATION DE VOIRIE  
AVEC INTERDICTION DE CIRCULER**

Le Maire de la Ville de Juvignac,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.2211-1, L.2212-1 et L.2212-2 1<sup>o</sup>,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

**VU** la demande de l'entreprise EUROVIA en date du 17 avril 2014

**CONSIDÉRANT** que les travaux de réalisation de la chaussée, rue de la voie Lactée, nécessitent, l'occupation du domaine public,

**ARRÊTE**

**Art.1** : Du 29 au 30 avril 2014 de 20h00 à 6h00 l'entreprise EUROVIA Méditerranée est autorisée à occuper le domaine public, rue de la voie Lactée.

**Art.2** : La circulation des véhicules sera interdite.

**Art.3** : Les droits des tiers seront et demeureront préservés

**Art.4** : Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise EUROVIA Méditerranée pendant toute la durée du chantier.

**Art.5** : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur état premier

**Art.6** : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués pour la commune dans l'intérêt général

**Art.7** : La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non respect par le permissionnaire des articles ci-dessus

**Art.8** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées par des procès verbaux, transmis aux tribunaux compétents

**Art.9** : Le Directeur Général des Services, le Directeur du Développement et de la Qualité de la Ville, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté

Fait à Juvignac, le 24 avril 2014

Pour Le Maire,

L'Adjoint Délégué

**Jacques BOUSQUEL**

